

Gouvernement du Québec

Décret 198-98, 17 février 1998

CONCERNANT la nomination d'un membre au Conseil québécois de la recherche sociale

ATTENDU QU'en vertu de l'arrêté en conseil 2207-79 du 8 août 1979 et ses modifications subséquentes, un organisme consultatif a été constitué sous le nom de Conseil québécois de la recherche sociale;

ATTENDU QU'en vertu de cet arrêté en conseil, la nomination des membres du Conseil québécois de la recherche sociale se fait par le gouvernement sur la recommandation du ministre de la Santé et des Services sociaux, après consultation du Conseil;

ATTENDU QU'en vertu de cet arrêté en conseil, le Conseil québécois de la recherche sociale est constitué d'un maximum de douze membres;

ATTENDU QU'en vertu de cet arrêté en conseil, la durée du mandat des membres du Conseil québécois de la recherche sociale est d'au plus trois ans et que leur mandat est renouvelable;

ATTENDU QUE les membres du Conseil québécois de la recherche sociale demeurent en fonction nonobstant l'expiration de leur mandat jusqu'à ce qu'ils soient nommés de nouveau ou remplacés;

ATTENDU QU'en vertu du décret 737-95 du 31 mai 1995, monsieur Camil Bouchard a été nommé membre du Conseil québécois de la recherche sociale, qu'il a été nommé président de ce Conseil et qu'il y a lieu de combler le poste de membre devenu ainsi vacant;

ATTENDU QUE le Conseil québécois de la recherche sociale a été consulté;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre de la Santé et des Services sociaux:

QUE madame Maria De Koninck, sociologue, professeure titulaire au Département de médecine sociale et préventive de l'Université Laval, soit nommée membre du Conseil québécois de la recherche sociale, pour un mandat de trois ans à compter des présentes, en remplacement de monsieur Camil Bouchard qui a été nommé président de ce Conseil;

QUE les frais de voyage et de séjour de madame Maria De Koninck, occasionnés par l'exercice de ses fonc-

tions, lui soient remboursés conformément au décret 2500-83 du 30 novembre 1983 et ses modifications subséquentes.

Le greffier du Conseil exécutif,
MICHEL CARPENTIER

29525

Gouvernement du Québec

Décret 201-98, 17 février 1998

CONCERNANT l'acquisition par expropriation de certains immeubles avec meubles accessoires pour la construction ou la reconstruction de parties de routes, à divers endroits du Québec, selon les projets ci-après décrits (P.E. 422)

ATTENDU QU'en vertu de l'article 12 de la Loi sur la voirie (L.R.Q., c. V-9), le ministre peut louer, échanger et acquérir de gré à gré ou par expropriation tout bien au bénéfice du domaine public de l'État;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 36 de la Loi sur l'expropriation (L.R.Q., c. E-24), toute expropriation doit être décidée ou, suivant le cas, autorisée par le gouvernement aux conditions qu'il détermine;

ATTENDU QUE pour réaliser les travaux ci-après mentionnés, il y a lieu que le ministre des Transports soit autorisé à acquérir par expropriation les immeubles, avec les biens meubles accessoires de ceux-ci, décrits ci-après;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre des Transports:

I QUE le ministre des Transports soit autorisé à acquérir par expropriation les immeubles, avec biens meubles accessoires de ceux-ci, pour réaliser les travaux suivants, à savoir:

1) Construction ou reconstruction d'une partie de l'avenue Lambert, située en la Ville de Beauceville, dans la circonscription électorale de Beauce-Nord, selon le plan 622-97-D0-021 (projet 20-3471-9403) des archives du ministère des Transports;

2) Construction ou reconstruction d'une partie de la route 173, située en la Municipalité de Pintendre, dans la circonscription électorale de Lévis, selon le plan 622-97-D0-024 (projet 20-3474-8604) des archives du ministère des Transports;